

# **Plongée au cœur des ténèbres centrafricaines**

Benoît Lallau

CLERSE, Université Lille1 & LERSA, Université de Bangui

Décembre 2014

Contact :

B. Lallau  
Université Lille 1  
Bâtiment SH2  
59655 Villeneuve d'Ascq Cédex

[benoit.lallau@univ-lille1.fr](mailto:benoit.lallau@univ-lille1.fr)

Cet article propose une analyse des racines de la crise sécuritaire et humanitaire actuelle en République Centrafricaine. Allant au-delà de la commode explication confessionnelle, la thèse proposée est celle d'une crise qui tire son origine de quatre constantes de l'histoire du pays : pauvreté et marginalité ; prédatons ; ingérences extérieures ; violences et impunité.

Mots clés : République Centrafricaine, conflit, prédation, pauvreté

## **Into the Heart of Central African Darkness**

This article analyzes the roots of the current political and humanitarian crisis in the Central African Republic. Beyond the convenient confessional explanation, we suggest that this crisis has four historical roots: poverty and marginality; predations; external interferences; violence and impunity.

Key-words: Central African Republic, conflict, predation, poverty

Voilà 24 ans que je mène, comme économiste, des recherches de terrain en République Centrafricaine, et que je dois expliquer où se trouve ce terrain. Car personne ou presque ne connaissait ce pays, jusqu'à il y a peu, jusqu'à l'intervention Sangaris, jusqu'aux récits terrifiants des journalistes occidentaux, jusqu'aux photos de corps suppliciés, de réfugiés s'entassant sur le tarmac de Bangui-Mpoko, de jeunes enivrés de haine et couverts de fétiches. Jusqu'à une nouvelle plongée *au cœur des ténèbres*, en somme... Ces « ténèbres » ne surprennent toutefois pas ceux qui connaissent ce pays. Ils s'inscrivent dans une histoire longue (encadré), faite de pauvreté, de prédation, d'ingérences, et de violences.

*Encadré : Repères historiques*

1960 : *Indépendance de l'Oubangui-Chari*  
 1966-1979 : *Présidence puis Empire de Jean-Bedel Bokassa*  
 1981-1993 : *Présidence d'André Kolingba*  
 1993 : *Premières élections libres, Félix-Ange Patassé Président*  
 1996 : *Mutinerias au sein de l'armée*  
 2001 : *Tentative de coup d'Etat d'André Kolingba*  
 2002 : *Tentative de coup d'Etat de François Bozizé*  
 Mars 2003 : *Prise de pouvoir par François Bozizé*  
 2004-2012 : *Instabilité au Nord-Ouest et au Nord-Est*  
 Février 2008 : *la LRA (Lord Resistance Army) pénètre l'Est*  
 Années 2000 : *les usuels processus onusiens de peace building et de good governance*  
 Janvier 2011 : *réélection (controversée) de François Bozizé*  
 10 décembre 2012 : *Début de l'offensive de la Séléka*  
 11 janvier 2013 : *Accords de Libreville, arrêt de l'offensive de la Séléka, Nicolas Tiangaye premier ministre*  
 23-24 Mars 2013 : *Chute de Bangui et de François Bozizé*  
 13 avril : *Michel Djotodia, Président de Transition*  
 5 décembre 2013 : *résolution 2127 des Nations-Unies, opération Sangaris, MISCA*  
 10 janvier : *Démission de MM Djotodia et Tiangaye à N'djamena*  
 20 janvier : *Nomination de Catherine Samba-Panza*  
 Septembre 2014 : *Début de déploiement des Casques Bleus, MINUSCA*

***Une pauvreté désespérante***

Le premier trait de cette histoire, c'est la pauvreté persistante de la très grande majorité des centrafricains. Bien qu'il soit un peu vain d'empiler des chiffres à propos d'un pays dénué de réelle statistique publique, PIB par habitant, IDH, espérance de vie, tous les indicateurs place ce pays dans le camp des sinistrés de la mondialisation. Une mondialisation à laquelle, péniblement, il tente de s'intégrer par son agriculture et son secteur minier.

Sur le plan agricole, il est bien difficile de classer la Centrafrique. Elle a tenté de conserver le modèle hérité de la période coloniale, dominé par une orientation agroexportatrice de produits banalisés (coton et café robusta, surtout). Ce modèle n'est plus viable (l'a-t-il été un jour ?), du fait du très faible niveau de productivité des exploitations familiales qui le portent, sans appui ni capital technique. Du fait aussi de l'enclavement géographique, qui abaisse la compétitivité et rend prohibitif le prix des nombreux produits importés. Mais dans les faits, il n'existe plus vraiment, disloqué par les diktats des institutions financières internationales, l'incurie des gouvernants, et le désintérêt des bailleurs. Car, soyons clair, les paysanneries centrafricaines n'ont jamais beaucoup intéressé. Jugées hostiles à la

« mystique du progrès », comme l'écrivait un agronome français en mission en 1960 (Georges, 1960), elles n'ont bénéficié que de très peu d'appuis, par ailleurs trop courts et insuffisamment denses pour être déterminants. C'est ce que regrettait déjà un autre agronome français, resté à la postérité celui-ci, René Dumont, lorsqu'il livrait en 1966 une déclinaison centrafricaine de son « Afrique Noire est mal partie ». On y trouvait les germes de la situation actuelle : mépris des élites pour les paysanneries, désintérêt pour le vivrier, saupoudrage d'actions, enclavement – déjà- des régions périphériques, etc. (Dumont, 1966). Les années de l'ajustement structurel ont mis un coup fatal aux velléités de développement volontariste, au nom de la compétitivité et des marchés libres : suppression de la culture cotonnière dans les zones estimées marginales par la Banque mondiale, démantèlement de la filière café, élimination tous azimuts des appuis aux producteurs, disparition de l'école rurale, etc. Bien entendu, les paysanneries ont tenté de s'adapter à cette nouvelle donne, en diversifiant leurs activités en particulier, ce que montre par exemple Emmanuel Mbétid-Bessane dans ses travaux sur le Nord-Ouest – qui fut- cotonnier (Gafsi et Mbétid-Bessane, 2003). Mais beaucoup ont aussi perdu toute perspective d'avenir dans l'agriculture, se dirigeant alors vers Bangui, pour y vivre de la débrouille, ou plus encore vers les chantiers de diamant et d'or.

On parle souvent, en effet, de l'important potentiel minier centrafricain, d'un pays « potentiellement si riche ». Il y a deux types de richesses dans ce sous-sol, celles qui sont exploitables artisanalement, l'or et le diamant en l'occurrence, et celles qui nécessitent des investissements industriels et donc la présence de firmes étrangères, le pétrole et l'uranium. Les gisements de pétrole de la Vakaga, au Nord du pays, à l'importance encore mal connue, seront principalement exploités par l'entreprise chinoise *China National Petroleum Corporation* (CNPC), lorsque cela sera possible. L'exploitation de l'uranium de Bakouma, petite ville aux confins Est du pays, a été reportée *sine die* par Areva, car jugée non rentable et bien trop hasardeuse. C'est donc plutôt du côté des richesses « artisanales » qu'il est intéressant de se pencher. Leur exploitation s'est beaucoup développée ces vingt dernières années, de nombreux jeunes ruraux et urbains se rendant sur les chantiers pour trouver les revenus que les activités agricoles ou la débrouille urbaine ne leur procurent pas ou plus, réactivant parfois d'anciennes mines, jugées autrefois insuffisamment productives.

Les principales zones d'exploitations sont situées au centre-est et à l'ouest du pays. On dit, mais il n'est pas de statistique pour en avérer, que près d'un million de personnes (soit près d'un quart de la population) dépendraient de ces artisanats miniers, directement (être manœuvre au chantier) ou indirectement (approvisionner le chantier). Mais, ici comme ailleurs, le diamant et l'or deviennent les pivots de l'instabilité politico-militaire. Constituant des enjeux majeurs de la lutte entre groupes armés et entre ceux-ci et le pouvoir de Bangui, car source essentielle de revenus et d'armement, nourrissant trafiquants et affairistes de diverses nationalités, ils profitent au final assez peu aux populations non armées. Et ils s'avèrent impossibles à régler. Même si l'on « fait comme si », en affichant par exemple en 2012 une volonté de moralisation du secteur, alors qu'il s'est surtout agi pour le clan Bozizé de spolier les diamantaires de la place. Ces « spoliés » auraient par la suite contribué à financer la Séléka, qui a chassé ce même Bozizé, décidément trop gourmand, du pouvoir... En 2014, alors que la RCA est interdite d'exportation dans

le cadre du processus de Kimberley (dit des « diamants de sang »), les pierres continuent de sortir du pays, bien évidemment.

Ainsi, ni l'agriculture ni le diamant ne permettent des sorties durables et massives de la pauvreté. Une pauvreté qui contribue à expliquer la facilité pour les diverses rébellions ou bandes armées de recruter des « soldats », parfois très jeunes, ou encore la curée accompagnant tout trouble politique à Bangui, et désormais aussi en province.

### ***La prédation comme fondement***

L'antienne du « pays potentiellement si riche », relève donc largement du mythe, mobilisée pour expliquer la stagnation du pays et minorer la responsabilité des pouvoirs successifs. Mais tout mythe se fonde sur une part de réalité. Car pillages il y a eu, et il y a encore, c'est la seconde constante de l'histoire centrafricaine. De tous temps les richesses du pays ont été convoitées, et pillées. Richesses humaines autrefois, les razzias esclavagistes faisant de l'Est du pays le « désert vert » actuel. Richesses en faune, et en ressources du sous-sol, aujourd'hui. Mais qui pille ?

Tout ce que la sous-région compte de prédateurs tout d'abord. La RCA est un pays doublement enclavé, puisqu'entouré de zones périphériques, en marge de leur pouvoir central, où naissent rébellions et bandes armées qui franchissent aisément les frontières, attirées depuis toujours par les richesses centrafricaines. Le mercenaire sous-régional est ainsi un acteur majeur dans le scénario usuel des luttes pour le pouvoir : celui qui veut « prendre Bangui » recrute des mercenaires étrangers, qu'il est incapable de rétribuer, et qui se payent ensuite sur les populations civiles, pillant tuant, violant avec d'autant moins de retenue qu'ils ne sont pas « chez eux ». Citons les « libérateurs » Zaghawa tchadiens de Bozizé en 2003, les Congolais de Bemba appuyant Patassé contre Bozizé en 2001, et les Janjawid, chefs de guerre soudanais intégrés à la Séléka en décembre 2012, et écumant le pays ensuite.

Qui pille ? Les clans au pouvoir, aussi. C'est même une motivation première de la prise de pouvoir, prendre le contrôle de l'Etat et de la rente multiforme (mines, fiscalité douanière, flux d'aide, etc.) auquel il donne accès. On parle souvent des « défaillances de l'Etat ». Ce terme, emprunté à la pudique rhétorique des organisations internationales, peine à représenter la situation réelle de l'Etat en Centrafrique. S'il est exagéré d'affirmer que cet Etat n'a jamais réellement existé, on peut affirmer que plus on s'éloigne la capitale, moins les signes de sa présence sont visibles. « L'Etat s'arrête à PK12 », dit-on parfois, c'est-à-dire à la barrière de police marquant officiellement la sortie Nord de Bangui. Au-delà, on entre dans ce que Louisa Lombard appelle l'hinterland, ces régions largement déconnectées de la capitale, à la fois marginalisées et, depuis une vingtaine d'années, en proie à une insécurité croissante (Lombard, 2012). Cette marginalité violente est le fruit d'une lutte, jamais stabilisée, entre les rentiers au pouvoir dans la capitale et les brigands (tels les *zarginas*, ou « coupeurs de route ») ou rebelles exclus des mécanismes du pouvoir, entre « entrepreneurs » de la prédation, dont certains réussissent mieux que d'autres.

Tel est le scénario idéal-typique de la rébellion : celui d'un mouvement d'auto-défense, de réaction à l'abandon, ou de volonté d'avoir part à la captation des richesses de la zone (faune, diamant), suscité ou instrumentalisé a posteriori par un politique vivant généralement hors du pays. Le mouvement local devient alors rébellion, s'associant ou s'opposant à d'autres au gré des circonstances, tantôt braconnant ou se faisant anti-braconnier (lorsqu'un programme de préservation de la faune rend cela fructueux), tantôt pillard ou chasseur de coupeurs de route, tantôt revendiquant son autonomie ou un meilleur rattachement à Bangui. Parmi les principaux mouvements des deux dernières décennies, citons l'APRD (Armée populaire pour la restauration de la démocratie) dans le Nord-Ouest et, issus du Nord, la CPJP (Convention des patriotes pour la justice et la paix) ou l'Union des forces démocratiques pour le rassemblement (UFDR) dont est issu Michel Djotodia. La population non armée se trouve ainsi piégée, entre les exactions des rebelles, le brigandage permis par l'absence d'Etat, et la répression des forces gouvernementales du moment à la recherche des rebelles du moment, ou de leurs complices présumés au sein de la population.

Dans l'entreprise politico-militaire que constitue une « rébellion », on trouve trois types d'acteurs. Les « entrepreneurs » sont des cadres, diplômés en France souvent, parfois exilés, qui parrainent et veulent représenter les mouvements locaux, et qui ont pour ambition de se saisir du pouvoir. Citons François Bozizé avant 2003, Michel Djotodia jusqu'en Mars 2013, Jean-Charles Demafouth, représentant autoproclamé de l'APRD lors du dialogue inclusif de 2008, ou encore Charles Massi, d'abord soutien puis opposant de Bozizé, réfugié au Tchad, livré au président centrafricain et mort en prison. Deuxième type d'acteur, les « contremaîtres » sont des petits commerçants, des éleveurs devenus brigands, de jeunes urbains « désœuvrés ». Ils arrivent à percer au sein d'un groupe armé, et se transforment en chefs de bande, puis en colonel, général, ou Commandant de zone, changeant de camp au gré des circonstances. Citons Abakar Sabone, une des pièces maîtresses de l'UFDR puis de la Séléka. Né au Tchad, il fut, dit-on, rabatteur pour vendeur de pièces détachées automobiles au PK5 à Bangui, puis « libérateur » au service de Bozizé en 2003, qu'il délaissa, s'estimant insuffisamment récompensé. Il brandit désormais la menace de la partition, moyen pour lui de demeurer un acteur majeur dans le système politico-militaire de la prédation. Enfin, les « ouvriers », les plus nombreux, sont des jeunes pauvres, des éleveurs dépossédés, pillés eux-mêmes, qui voient dans la lutte armée un mode « normal » de la débrouille. Ce qui les exclut aussi souvent de leur milieu social d'origine, et rend difficile tout retour à une vie « civile ». C'est ce que montre très bien Marielle Debos pour certains des ex-libérateurs Zaghawa de François Bozizé en 2003 (Debos, 2008). Ces ouvriers de la prédation sont parfois très jeunes, on les recrute justement pour cela, leur jeunesse et leur malléabilité.

Dans un rapport récent, *International Crisis Group* (2014) montre bien comment la prédation a été au cœur du régime Bozizé mais aussi des activités de ses opposants armés, et plus encore consubstantielle au régime né du coup d'Etat des Séléka en Mars 2013. L'expression « mise en coupe réglée » a ici tout son sens, tant, au-delà de l'apparent chaos, le pillage a été organisé et mené à terme, depuis la tête de l'Etat Séléka jusqu'à l'ouvrier-mercenaire. Ainsi, chaque commandant Séléka local, le « comzone » se voyait affecter une zone, dont il se chargeait, telles les tristement célèbres sociétés concessionnaires coloniales, d'extraire de la valeur économique, pour lui et, en partie, pour sa hiérarchie. Citons le « général BenLaden » (Tom

Adam de son vrai nom), Comzone de Bambari, auparavant commerçant à Birao, qui a très bien su organiser la prédation dans la Uaka, avant de remonter avec son butin vers le Nord du pays. A la fin de 2014, il se trouvait à Bria, importante ville diamantifère, membre influent de l'une des factions de l'ex-Séléka. Des factions qui se disputent les bénéfices de la prédation dans toute la région Nord et Est, encore sous leur contrôle. A l'Ouest, les pillages commis depuis le retrait des Séléka par les milices anti-balaka ont revêtu d'emblée un caractère bien moins structuré, sinon moins sanglant.

### ***L'arrière-cour de la mondialisation***

L'instabilité est donc ancienne, mais bien peu s'en souciaient. C'est là une autre constante de l'histoire centrafricaine : le désintérêt. La Centrafrique est, a toujours été marginale. « Dernière tâche blanche » sur la carte de l'Afrique, colonisée très tardivement, puis « cendrillon » de l'Empire colonial (Kalck, 1992), l'actuelle RCA est largement restée en marge des évolutions économiques contemporaines, et des flux de l'aide au développement. Trop instable, trop enclavée, trop peu peuplée, pour attirer les investisseurs, mais ni assez stratégique ni assez dangereuse pour conserver les faveurs des bailleurs internationaux, la RCA devient l'archétype du pays en « crise prolongée », drainant peu d'aide au développement, mais ne présentant pas un caractère d'urgence suffisamment attractif pour les humanitaires. Cela a commencé à changer à la fin des années 1990, avec l'essor des rébellions et de l'instabilité dans les franges Nord et Nord-Ouest du pays. Et désormais la présence humanitaire est très développée sur une bonne partie du territoire, dans la mesure de ce que permet l'insécurité persistante.

C'est d'ailleurs un paradoxe des crises sécuritaires récentes en RCA que de sortir certaines régions de leur marginalité. Avant les attaques de la *Lord Resistance Army*, les populations du Sud-Est du pays étaient oubliées des développeurs depuis des décennies. Après ces attaques, elles ont vu revenir des projets agricoles, mais aussi quelques soins médicaux, des projets d'assainissement, des écoles. Le constat est implacable : il faut des villages pillés, des déplacés, des enfants kidnappés, des femmes violées, pour attirer l'attention des bailleurs. Que se passera-t-il lorsque la menace LRA, ou celle d'autres groupes rebelles, aura été éradiquée ? Un retour à la marginalité initiale ? Les populations en sont convaincues, essayant de profiter le plus possible des humanitaires, pendant qu'ils sont là. Cela peut aller au-delà des usuels détournements de l'aide, qui s'observent partout. L'ONG italienne Coopi, l'une des premières présentes sur la zone, en en fait l'amère expérience en juin 2014. Suite à de fausses rumeurs d'un départ de l'ONG de Mboki, petite ville perdue de l'Est centrafricain, plusieurs dizaines de personnes ont méticuleusement pillé son siège local. Marginalité et prédation : prendre ce que l'on peut, tant qu'on le peut.

Dans un tel contexte, il faut souligner la remarquable inefficacité des dispositifs onusiens de *peace building*, connus sous l'acronyme DDR, Désarmement Démilitarisation et Réinsertion. Et ce, outre les lenteurs et gabegies usuelles des processus onusiens, pour deux raisons essentielles. En premier lieu, car les groupes armés et les représentants du pouvoir de Bangui y voient d'abord une nouvelle opportunité de rente : un nouveau segment du marché de la prédation, duquel il ne faut pas rester absent : le brigand se fait rebelle pour être éligible, le pouvoir tente

d'en détourner l'essentiel. L'afflux actuel des financements post-conflit ne laisse ainsi rien présager de bon à ce niveau ; tout le monde veut croquer, dit-on à Bangui... En second lieu, car le DDR, tout comme le dialogue politique inclusif (DPI), la Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS), bref toutes ces constructions théoriques, ont pour défaut essentiel de compter sur la capacité de l'Etat à reprendre le monopole de la violence légitime et mettre en œuvre une gouvernance « bonne » ou « démocratique ». C'est l'usage, on « fait comme si »... Mais l'échec de toutes ces constructions technocratiques, leurs promesses non tenues, ont permis de légitimer la création et l'offensive de la Séléka en décembre 2012, et l'ont largement alimentée en mercenaires insatisfaits. Dès janvier 2014 et l'éviction de Michel Djotodia, la revendication d'un nouveau DDR a surgi. Une prime de départ pour pillards en somme...

Certes, la marginalité de la RCA ne la met pas en dehors de la géopolitique mondiale et des dynamiques sous-régionales de prédation. Il y a bien entendu le rôle de l'ancienne puissance coloniale, qui a longtemps fait et défait les pouvoirs à Bangui. On se souvient de l'opération Barracuda, qui a déposé en 1979 l'empereur Bokassa 1<sup>er</sup>, dont l'aide française avait financé le couronnement deux années plus tôt. Cette emprise maintenue par la France devait surtout à l'importance géostratégique du pays, placé comme son nom l'indique au carrefour des Afriques. Au Sud du Tchad, en particulier. Ce Tchad longtemps menacé par les velléités libyennes, ce qui a justifié la présence d'un important contingent militaire français en RCA jusqu'en 1998. Ce Tchad ensuite déstabilisé par des rébellions se servant du nord de la RCA comme base arrière, suscitant des interventions militaires françaises (en 1996 et 1997 à Birao). Ce Tchad, allié objectif de la France dans sa guerre au Mali enfin, incitant la France à ne pas interférer avec l'ingérence de Ndjamena dans la crise centrafricaine.

Car, comme le souligne Roland Marchal, la sous-région influence aussi beaucoup la politique centrafricaine, par le soutien apporté – ou non – aux dirigeants ou aux putschistes (Marchal, 2009). Ainsi en 2003, ce sont les leaders régionaux, Idriss Déby et Denis Sassou-Nguesso surtout, qui ont permis à François Bozizé de prendre le pouvoir. C'est aussi la perte de soutien de ces deux parrains, fatigués par ses manœuvres pour contourner les accords de Libreville de janvier 2013, qui ont conduit à sa perte. C'est encore à Ndjamena qu'a été actée la démission de Michel Djotodia le 10 janvier 2014, certes en concertation étroite avec Paris mais non sous sa seule injonction.

Au-delà de la sous-région, c'est peu de dire que RCA intéresse peu. Depuis une quinzaine d'année, l'Union Africaine, la CEEAC et les Nations Unies ont péniblement financé diverses forces d'interposition et de consolidation de la paix (Micopax, Misca et Minusca, pour les plus récentes). Sans toutefois empêcher les troubles et les coups d'Etat, dont celui de mars 2013. Les USA ont envoyé quelques « conseillers militaires » à l'Est, là où sévissent depuis 2008 des groupes se réclamant de la LRA de Joseph Kony, rébellion venue d'Ouganda et traquée jusque sur le territoire centrafricain par les forces armées ougandaises. Evoquons encore l'humiliation subie en mars 2013 par le contingent sud-africain, venu imprudemment (pour des raisons minières mal éclaircies) tenter de jouer le rôle du nouveau parrain de la Centrafrique. Quant aux Chinois, si présents dans d'autres pays de la sous-région, ils attendent surtout une situation plus lisible pour investir

davantage ce pays. Enfin, l'Union Européenne est peu impliquée en RCA, via les financements humanitaires d'ECHO. Et via durant un temps le projet de « pôles de développement », visant à dynamiser certains espaces de l'hinterland autour de quelques petites villes, en une forme paradoxale de décentralisation sans Etat central. L'UE a aussi peiné à envoyer quelques troupes (l'*Eufor*) sur le terrain, la plupart des Etats membres considérant que l'intervention militaire relève d'abord de l'ancienne puissance coloniale.

### ***Embarrassant pré-carré***

Car la présence française est bien évidemment une autre constante de l'histoire centrafricaine. Le lecteur attentif que je suis des écrits de François-Xavier Vershaeve sur la « Francafrique » aimerait certes trouver les traces d'un complot français, visant à maintenir son emprise historique sur le pays, et ses ressources. La thèse n'est pas nouvelle. Au début des années 90, on m'affirmait déjà que les Français avaient extrait et évacué l'uranium « en cachette », risible pour quiconque connaît cette région et son enclavement. Plus récemment encore on pouvait lire sur les « réseaux sociaux » que l'état-major de Sangaris aurait caché la perte de plusieurs de ses soldats tués accidentellement en extrayant du diamant, que l'opération Sangaris n'aurait été décidée que pour préserver les intérêts des grands groupes français, etc. La France est-elle donc, encore, au premier rang des prédateurs de la Centrafrique ?

Ma proposition est plutôt inverse, elle est celle d'une incapacité à se désengager. Quels sont donc les intérêts économiques français ? Parmi les richesses du sous-sol, l'uranium seul intéresse le pouvoir français, un uranium pour l'heure inexploitable. On peut même considérer le rachat de la société Uramin et donc du droit d'exploitation du gisement de Bakouma, comme un accident industriel majeur. Tout y est : un rachat au prix fort (trop fort semble désormais dire la justice française), un gisement que l'on sait depuis des décennies très difficilement exploitable, un pouvoir centrafricain réclamant des royalties avant même l'extraction du premier kilo de minerai et, pour couronner le tout, des politiciens affairistes comme entremetteurs (Patrick Balkany en l'occurrence). Car on trouve encore, effectivement, des reliquats de Francafrique à Bangui, en particulier dans le secteur de la sécurité. On se souviendra ainsi de la visite rendue par Claude Guéant, ex-ministre de l'intérieur reconverti en avocat d'affaires, à Michel Djotodia en juin 2013, pour lui vendre « de la sécurité ». Mais ces quelques affairismes ne vont pas, à eux seuls, orienter une politique et déterminer une intervention militaire. Ni d'ailleurs les intérêts des quelques autres entreprises françaises encore présentes en RCA, telles Orange (téléphonie mobile), Total (carburants), Bolloré (logistique). Dans tous ces cas, les marchés concernés sont restreints et aléatoires, à l'image de l'économie du pays.

Les intérêts économiques sont surtout indirects, liés au risque de contagion de l'instabilité centrafricaine à l'ensemble de la sous-région, et donc aux intérêts économiques français, bien plus importants ceux-là au Congo, au Gabon, ou au Cameroun. C'est un argument déjà avancé pour expliquer l'intervention au Mali : protéger l'uranium du Niger. Mais il se trouve aussi en France beaucoup de voix pour s'élever contre le faible ratio coût-bénéfice de cette intervention (qui coûte quelque 800 000 euros par jour), la France creusant ses déficits publics pour faire

le gendarme en RCA ou au Mali, alors que les autres pays occidentaux ou émergents (Chine en tête) se contentent de développer leur business avec les pays à fort potentiel économique sur le continent. Rappelons que la RCA est située au 187<sup>e</sup> rang (sur 189 !) dans le dernier classement *Doing business* de la Banque Mondiale.

Alors, pourquoi intervenir en décembre 2013, avec l'opération *Sangaris* ? La question peut être posée autrement : La France peut-elle réellement faire autrement ? En quelque sorte, malgré les discours récurrents sur la fin de la Francafrique (Mélonio, 2011), la France est rattrapée à la fois par son histoire et par la permanence de sa stratégie militaire en Afrique. En premier lieu lorsqu'une intervention extérieure apparaît comme nécessaire, les occidentaux se tournent toujours vers la France : « c'est votre affaire », lui disent-ils ! C'est assez logique, au regard de l'histoire, mais aussi car la France est la seule puissance occidentale qui dispose de bases militaires permanentes dans cette région du Monde. A quoi sert d'entretenir de telles bases si c'est pour refuser toute intervention ? En second lieu, on retrouve l'usuelle complexité des relations de la France et de ses anciennes colonies. Ne rien faire (ou le faire trop tard, ici) ou faire quelque chose (en y affectant des moyens insuffisants, ici), c'est toujours être accusé, tantôt d'abandon coupable et de refus de sa responsabilité historique, tantôt d'ingérence intéressée. L'intervention a donc tardé, comptant sur une illusoire normalisation et sur une forme acceptable de prédation, se reposant sur l'ingérence de l'allié tchadien. Et laissant ainsi le champ libre aux pillards des Séléka et conduisant à la montée de l'exaspération des pillés. L'intervention a été décidée durant l'été 2013 et déclenchée début décembre, précipitant les pillages des Séléka, mais aussi les offensives et exactions des milices dites Anti-Balaka.

Alors, la France est-elle derrière tout cela ? Une lourde responsabilité historique, bien évidemment, ne serait-ce que dans cet acharnement à former et soutenir des élites qui n'en sont pas vraiment. Quelques politico-affairistes et barbouzes perpétuant les habitudes de la Francafrique, oui, incontestablement. Des intérêts économiques, assez modestes et plus potentiels qu'effectifs, certes. Mais un complot et un pillage organisé, non. Et une volonté de demeurer indéfiniment le maître de ces marges du Monde, encore moins.

### ***Le simplisme (éclairant) de l'explication confessionnelle***

Me voilà donc un allié objectif du complot françafricain. Il reste un dernier sujet à aborder, lui aussi fort controversé. C'est celui du conflit interconfessionnel. L'opposition apparaît ainsi radicale, depuis la fin de 2013, entre les Chrétiens et leurs milices Anti-Balaka, et les Musulmans et leurs mercenaires Séléka. Cette vision, très mobilisée par les médias occidentaux, est simpliste, ce qui ne signifie pas qu'elle soit sans intérêt ni sans portée.

Elle n'est pas sans portée car, pour caricaturale qu'elle soit, elle renvoie à une longue histoire liant ou opposant les populations islamisées aux autres. L'histoire est celle des razzias esclavagistes menées, jusqu'au début du XX<sup>e</sup> siècle par les Sultanats islamisés des actuels Vakaga, Sud du Tchad et Darfour, qui ont toujours alimenté un ressentiment à l'endroit des « Arabes ». C'est aussi celle de la frustration ressentie par les populations de l'extrême Nord du pays, seule région où les Musulmans (qui comptent pour 10% des Centrafricains) sont majoritaires. Elles

se sont longtemps estimées délaissées par le pouvoir de Bangui, toujours exclues des sphères de ce pouvoir, considérées comme des citoyens de seconde zone. Cette frustration a largement nourri les rébellions contemporaines, en particulier la Séléka, dont les combattants exprimaient souvent un sentiment de revanche. Ailleurs dans le pays, là où les Musulmans sont minoritaires, le clivage a été davantage d'ordre économique. Les conflits existent depuis des décennies entre les Mbororo, éleveurs peuls transhumants, musulmans, et les paysans, non musulmans, mais d'abord autour des questions d'occupation de l'espace utile. Pastoralisme et agriculture sur abattis-brûlis ont, ici comme ailleurs, du mal à coexister. Les Mbororo ont pâti de l'instabilité des dernières décennies ; beaucoup, proies faciles des pillards, ont perdu tout ou partie de leur troupeau. Quant aux Musulmans originaires du Nord, du Tchad ou d'autres pays Sahéliens, beaucoup sont de petits ou gros commerçants, ce qui les expose, classiquement là encore, à l'animosité de leurs clients et fournisseurs. Rien donc de très spécifique dans ces antagonismes, qui persistaient jusqu'à 2012 sans tensions majeures.

Les choses changent dès lors que les Séléka prennent le pays, puis le pouvoir en Mars 2013. Les pillards de la Séléka sont d'origines diverses on l'a vu, mais sont presque tous musulmans. Des mois durant, l'assimilation musulman=pillard va pouvoir se construire, d'autant plus facilement que le régime de François Bozizé, avant sa chute, avait initié une stigmatisation de « l'étranger musulman » et de « l'islamiste » ; une stigmatisation ponctuée, déjà, de quelques assassinats par ses milices. Il n'était certes pas question, pour ces nouveaux prédateurs, d'imposer la Charia, même si çà et là des impositions de rigorisme islamiste ont pu être signalées. De même, tous les Musulmans vivant dans les zones conquises ne se sont pas révélés être des complices objectifs des pillages, certains en ont profité, beaucoup en ont aussi pâti, les éleveurs peuls notamment. Mais de telles nuances pèseront peu face à l'exaspération accumulée durant près d'un an de mise en coupe réglée. L'explication confessionnelle n'est donc pas non plus sans intérêt, car la façon dont elle est mobilisée par les uns et revendiquée ou instrumentalisée par les autres, donne du sens au chaos actuel, et permet d'une certaine façon de rendre compréhensible cette « sauvagerie jamais vue », rapportée par des travailleurs humanitaires pourtant aguerris et des journalistes habitués des zones de conflit. Mais elle est insuffisante.

Insuffisante, d'une part car on ne peut opposer deux camps homogènes, Chrétiens versus Musulmans. Les « Musulmans » ? Des ressortissants du Nord du pays, des mercenaires tchadiens ou soudanais, des groupes d'auto-défense peuls, des commerçants ouest-africains obligés de fuir le pays, des entrepreneurs-prédateurs aux alliances changeantes, des gardiens armés de gros troupeaux de notables tchadiens, etc. Mais de djihadistes, point. Les « Chrétiens » ? Des milices villageoises d'autodéfense, des opportunistes allant prendre les richesses là où elles sont (dans les boutiques, dans les troupeaux), d'anciens militaires revanchards, des jeunes hommes imprégnés d'un syncrétisme néo-pentecôtiste et fétichiste. Mais de croisés, point.

Insuffisante, d'autre part et surtout, car la rancœur instrumentalisée ou non contre « le » Musulman ne peut seule expliquer les violences extrêmes des derniers mois. Celles-ci constituent, plus fondamentalement, le miroir grossissant d'une société elle-même profondément violente. La violence est économique, c'est celle de la

pauvreté qui accable les populations, qui les désespère, qui les déstructure. Les soubresauts économiques, la misère, ont ébranlé des sociétés souvent déjà fragilisées par une histoire violente, et désormais en « multicrise ». En 2006, une étude menée pour le PNUD par Jérôme Ballet, sur les dynamiques du capital social, montrait fort bien le potentiel conflictuel de la société centrafricaine (Ballet, 2006). Jeune et naïf coopérant, je me posais déjà la question en 1990 : mais comment font-ils, comment cela tient, comment cela n'explose pas ? En fait cela implose, profondément, et donne lieu à des poussées de violence, envers l'autre clan, le sorcier, l'étranger. La violence, ambivalent exutoire, est à la fois le mal et le remède de la société centrafricaine. Qui s'en souciait, avant le conflit, lorsqu'aucun journaliste n'occupait les chambres de l'hôtel Ledger ? Qui, hormis quelques ONG dont il faut saluer le travail, se souciait de la violence subie par les enfants des rues, ou pire encore par les victimes parfois très jeunes des accusations de sorcellerie (Ceriana Mayneri & Lejart, 2013). La montée en force de la sorcellerie infantile ces dernières années est d'ailleurs significative des violences centrafricaines : enfants surnuméraires que l'on ne parvient plus à nourrir, enfants bouc-émissaires parce qu'il faut bien un coupable de ce malheur qui assaille, enfants « traités » par des pasteurs autoproclamés, torturés, opérés à vif, tués parfois, pour le moins jetés à la rue ou, car cela est possible, en prison.

La violence se normalise, elle est devenue le mode normal de la régulation sociale. Et c'est là qu'apparaît un dernier mot-clé de la crise centrafricaine, l'impunité. C'est un fait bien établi, pour tous les Centrafricains, le pillard (tout comme le « détourneur ») ne rend pas de comptes. Au contraire, il devient ministre ou opposant politique s'il est haut placé dans la hiérarchie de l'entreprise prédatrice, ou espère profiter des dispositifs onusiens de « réinsertion » s'il n'en est qu'un des ouvriers. Il n'a pas à restituer les biens volés, il n'a pas à s'excuser pour les exactions commises, puisque c'était pour la bonne cause, la « libération », le « renouveau », l'autodéfense, etc. Si donc on a subi les exactions de mercenaires Séléka, il est inutile de réclamer justice, mieux vaut se faire pillard à son tour, et essayer d'en tirer le meilleur prix. A Bangui, les biens pillés ont été proposés au grand jour sur les étals, des marchands se sont spécialisés dans la vente de « biens musulmans », d'autres revendaient auparavant les biens volés dans les presbytères. Tel est le cercle vicieux de l'impunité : on peut piller, tuer sans crainte d'être inquiété, et en retour, le seul moyen de « faire payer » celui qui nous a pillé ou humilié, c'est de piller et humilier à son tour.

### ***Pour conclure***

Pauvreté, prédatons, ingérences, impunité, telles sont donc les racines du chaos centrafricain. Des approfondissements et/ou contradictions à l'analyse proposée ici pourront être trouvés dans diverses analyses récentes (Gourdin, 2013 ; Chauvin & Seignobos, 2013 ; Niewiadowski, 2014 ; Martinelli, 2014). Au-delà des controverses, les diplomates s'entendent actuellement pour affirmer que si l'on veut s'attaquer aux racines de ce chaos, il faut passer, sous tutelle onusienne (quelque 12000 casques bleus prévus), par une séquence de sécurisation, de consolidation ou création des institutions publiques, et de développement. Ironie de l'histoire, c'est la version ancienne de ce tryptique, pacification-administration-civilisation, qui justifia la conquête coloniale des territoires oubanguiens. C'était il y a un peu plus d'un siècle, à l'époque où Joseph Konrad publiait *Au cœur des Ténèbres*.

## ***Bibliographie***

- Ballet J. (2006), *Risques de conflits et capital social en République Centrafricaine*, PNUD, Bangui, Novembre.
- Ceriana Mayneri A., Lejard T. (2013), *Les enfants de la rue à Bangui (Centrafrique) : enfance, abandon, sorcellerie*, Triangle/Danish Refugee Council, Mai.
- Chauvin E., Seignobos C. (2013), L'imbroglio centrafricain. Etat, rebelles et bandits, *Afrique Contemporaine*, 2013/4, n°248, p. 119-148.
- Debos M. (2008), Les limites de l'accumulation par les armes. Itinéraires d'ex-combattants au Tchad », *Politique africaine*, n° 109, mars 2008, p. 167-181.
- Dumont R. (1966), Le difficile développement agricole de la R.C.A, *Annales de l'Institut National Agronomique*, tome IV, 85 p.
- Gafsi M. et Mbéti-Bessane E. (2003), Stratégies des exploitations cotonnières et libéralisation de la filière. *Cahiers Agricultures*, Vol.12, N°4, p.253-260.
- Georges M. (1960), *Pouyamba, village Banda en savane centrafricaine*, Paris, B.D.P.A., 151 p.
- Gourdin P. (2013), « République centrafricaine : géopolitique d'un pays oublié », *Diploweb*, 1<sup>er</sup> octobre.
- International Crisis Group (2014), *La crise centrafricaine: de la prédation à la stabilisation*, Rapport Afrique N°219, 17 juin 2014.
- Kalck Pierre (1992), *Histoire centrafricaine. Des origines à 1966*, L'Harmattan.
- Lombard L. (2012), Rébellion et limites de la consolidation de la paix en République centrafricaine, *Politique africaine*, n° 125, mars, pp. 189-208.
- Marchal R. (2009), Aux marges du monde, en Afrique Centrale, *Etudes du CERI*, n°153-154, mars.
- Martinelli B. (2014), *Les chemins de la haine en Centrafrique*, mondafrique.com, publié le 19 Mai.
- Mélonio T (2011), *Quelle politique africaine pour la France en 2012 ?* Fondation Jean Jaurès, Les Essais 06/2011.
- Niewiadowski D. (2014), « La République centrafricaine : le naufrage d'un Etat, l'agonie d'une nation », *Afrilex*, Université Bordeaux 4, 21 janvier, 68 p.

CEEAC : Communauté économique des États de l'Afrique centrale

ECHO : European Commission Humanitarian Office

Eufor : European Union Force

Micopax : Mission de consolidation de la paix en Centrafrique

Misca : Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine

Minusca : Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine